

### NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2013

Pages 2-12

#### ACTUALITÉS DU MONDE

Afrique : Centrafrique  
Amérique latine : Chili, Colombie  
Asie : Chine, Sommet de l'APEC  
Europe : Espagne, Italie  
Moyen-Orient : Israël  
Méditerranée : Turquie

**Le billet de Gérard Streiff**  
Amnésie de droite

Page 13

#### FOCUS

Quelle activité internationale  
du PCF ?

Pages 14-15

#### POUR UNE AUTRE EUROPE

Refonder l'Europe :  
une exigence impérieuse

Pages 16-17

Congrès PGE :  
À Madrid, un congrès de l'unité,  
de l'offensive et de l'avenir  
Intervention Isabelle de Almeida

Pages 18-19

#### ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 20-23

Palestine solidarité :  
un nouveau souffle  
1914-2014 :  
une commémoration différente  
Hommage à Nelson Mandela

## 2014 : POUR LA PAIX ET L'ÉMANCIPATION HUMAINE

De retour du 4<sup>e</sup> Congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) à Madrid, nous bouclons ce dernier numéro de la *LRI* de l'année 2013 avec le désir de vous faire partager la combativité, le foisonnement et l'énergie qui l'ont traversé de bout en bout pour se conclure sur d'importantes décisions. Le compte-rendu des deux nouveaux représentants du PCF au Bureau exécutif du PGE, Anne Sabourin et Gilles Garnier, que nous publions dans ces pages, détaille le programme d'action du PGE qui a décidé de porter dans le feu de la campagne des élections européennes la candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne. Non que le PGE croie un instant en la légitimité d'une telle présidence mais pour incarner, dans toute l'Europe, la voix de la résistance et de l'espoir des peuples européens pour rompre avec l'austérité et la dictature des marchés financiers et de la Troïka, et construire le chemin d'un espace de coopération régional, union de nations et de peuples souverains, libres et associés, espace fondé sur la solidarité, la démocratie politique et sociale, le progrès et la justice sociale, le développement économique et écologique, la paix et le désarmement.

Notre secrétaire national, Pierre Laurent, a été réélu à la tête d'une présidence collégiale composée d'Alexis Tsipras (Syriza, Grèce), Marisa Mattias (Bloco, Portugal), Maïte Mola (PCE-IU, Espagne), de Margarita Mileva (Bulgarian Left, Bulgarie) et de Diether Dehm (die Linke, Allemagne) à la fonction de trésorier ; présidence collégiale dont le travail engagé depuis 2010 a, en 3 ans, significativement renforcé l'unité et l'action du PGE. La reconduction du PCF à la présidence du PGE est un signal de confiance qui honore tous les communistes français, qui mettront tout en œuvre pour continuer à être à la hauteur de leurs responsabilités pour rassembler toute la gauche européenne dans les échéances à venir, les élections comme les luttes et les batailles politiques.

Nous portons la même démarche en France, dans le Front de gauche, et dans l'action de notre parti au plan national, européen, comme international. Ce double numéro rend compte de la « journée Inter » du 30 novembre dernier, mais aussi de notre action de ces 60 derniers jours avec le Front de gauche pour remobiliser les forces qui, en 2012, ont chassé Nicolas Sarkozy et la droite du pouvoir et qui demeurent potentiellement une majorité d'idées et d'action pour une politique de gauche dans notre pays. L'année 2014 verra en France des élections municipales, en mars, et peu avant le scrutin européen. Dans tout le pays, les communistes ont pris le temps du débat et de la décision autour d'un même objectif : construire des majorités de gauche utiles aux populations pour combattre l'austérité et vivre mieux. Qu'ils aient décidé de listes avec les socialistes, écologistes ou anti-capitalistes de leur ville ou sans eux, selon les conditions et réalités politiques locales, les communistes avancent unis et déterminés à mettre partout en échec la droite et l'extrême droite qui veulent leur revanche sur 2012. Unis et déterminés aussi à faire du Front de gauche le nouveau centre de gravité de la gauche en France pour sortir la France et l'Europe de la crise économique, sociale, démocratique provoquée par un capitalisme financier qui flirte à nouveau avec des envies de guerre généralisée.

Nous ferons de 2014, année du Centenaire 1914-1918, une grande année de fraternité et de solidarité internationale pour la paix et l'émancipation humaine.

**Lydia Samarbakhsh**

membre de la Coordination nationale du PCF, chargée des Relations internationales



#### ESPACE OSCAR NIEMEYER

- **Vœux de Pierre Laurent**, secrétaire national du PCF, le lundi 13 janvier à 19 h
- **Vernissage de l'exposition *Wonderland*** le jeudi 23 janvier au siège du PCF à 19 h
- **Soirée d'hommage du PCF à Henri et Gilberte Alleg et lancement de la semaine anticoloniale** le vendredi 7 février à 19 h

la *LRI* est également diffusée par le Tract de la semaine et en ligne : [international.pcf.fr](http://international.pcf.fr) - [Facebook.comPCFMONDE](https://www.facebook.com/PCFMONDE) - [Twitter@pcf\\_monde](https://twitter.com/pcf_monde)

s'abonner à la newsletter hebdomadaire sur [international.pcf.fr](http://international.pcf.fr)

**pour recevoir cette lettre (format électronique uniquement) contact : [Claire Chastain-cchastain@pcf.fr](mailto:Claire.Chastain-cchastain@pcf.fr) – [international@pcf.fr](mailto:international@pcf.fr)**



## CENTRAFRIQUE

# de Bokassa au chaos : la France disqualifiée

Jusqu'à présent, qui se souciait de la tragédie en Centrafrique ? Le délitement du pays, les souffrances du peuple, la violence et les exactions des groupes armés avaient lieu à huis-clos. Personne n'a trouvé à redire lorsque la Seleka, coalition rebelle mêlant grand banditisme et absence de projet politique, a pris la capitale, Bangui, le 24 mars dernier, sous l'œil de la force régionale, la Micopax, et des militaires français du détachement Boali. Est-ce parce que les richesses du sous-sol peuvent attendre, tant le pays est enclavé et les infrastructures inexistantes ou délabrées ?

Mais l'effondrement, depuis quelques mois, s'est accéléré à tel point que les divisions communautaires et religieuses menacent de dégénérer en affrontements interconfessionnels. À cela s'ajoute le fait que la crise risque de s'étendre à toute la sous-région et d'en faire un terrain favorable au terrorisme. Quand le chaos se généralise, il devient gênant. C'est ce moment que choisissent les grandes puissances pour intervenir.

Une chose est sûre, il n'y a pas à tergiverser. Il faut agir pour protéger les populations, premières victimes des violences. Pour autant, nous ne pouvons donner quitus aux forces africaines et françaises qui devraient être chargées du rétablissement de la sécurité par une résolution des Nations unies.

La présence du contingent tchadien en RCA illustre à elle seule la nature des « *conflits d'intérêts* » en jeu. C'est en effet le dictateur Tchadien Idriss Déby qui a participé à défaire le régime centrafricain de François Bozizé, après l'avoir soutenu à bout de bras, pour le remplacer par celui de Michel Djotodia. Même si on ne peut prétendre régler le problème du pays sans le Tchad, c'est la prépondérance de ce dernier qui doit être remise en cause. Quant à la France, est-elle encore qualifiée pour participer à une future opération de maintien de la paix de l'ONU ? Laurent

Fabius, dans son discours à la communauté française à Bangui le 13 octobre dernier, a prononcé, sans rire visiblement, cette phrase mémorable : « *Sachez que l'amitié traditionnelle qu'a portée la France à la Centrafrique, nous voulons la manifester de nouveau pour aujourd'hui et pour demain* ». Parlons-en. Depuis des décennies, les relations entre Paris et Bangui n'ont été qu'une succession de coups tordus, parmi les plus rocambolesques et dramatiques de la Françafrique. Du couronnement délirant de Bokassa, auto-proclamé empereur, en passant par les diamants offerts à Giscard. Les uns après les autres, les dictateurs ont été choisis et maintenus par Paris pour le plus grand malheur du peuple. « *J'ai demandé à la France d'intervenir pour sauver les institutions* » déclarait Ange Félix Patassé le 20 mai 1986. Paris promettait déjà de rétablir l'ordre et les institutions. On connaît la suite.

La France est disqualifiée en Centrafrique. Elle a perdu toute légitimité. Le ministère de la Défense achemine des troupes sur place dans l'attente d'un vote des Nations unies accordant un feu vert aux forces d'intervention. Heureux hasard du calendrier, ce sera à quelques jours du Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique...

La vraie question qui se pose est celle de l'immédiat. Pour faire quoi ? Pour recommencer un cycle de domination-effondrement ? La France a une responsabilité écrasante dans cette tragédie. Elle a une dette considérable envers le peuple de Centrafrique. Pour ces raisons, elle doit se désengager sur le plan militaire. Elle devrait plaider pour une solution politique en faveur de la reconstruction du pays et de sa souveraineté, et agir pour un mandat d'une force d'interposition de l'ONU qui s'inscrive dans cette perspective.

Dominique Josse  
djosse@international.pcf.fr



## CENTRAFRIQUE intervention : pour quels intérêts ?

« L'Afrique doit assurer elle-même sa sécurité », insistait le président François Hollande au cours du Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique qui s'est tenu les 6 et 7 décembre à Paris, au moment même où, forte d'une résolution du Conseil de sécurité qu'elle a elle-même rédigée, la France engageait 1 600 hommes de troupe en Centrafrique. C'est la 5<sup>e</sup> intervention militaire française en Centrafrique depuis 1958, la 3<sup>e</sup> depuis 2006.

La tragédie humaine en Centrafrique (RCA) est bien réelle et cela fait près d'un an que l'alerte a été donnée. La France n'agit donc pas « en urgence ». Elle aurait même dû agir plus vite et, sans doute, autrement depuis l'élection de François Hollande à la présidence française.

C'est en décembre 2012 que le pays basculait à nouveau dans la guerre avec le lancement de l'offensive de la Séléka contre le pouvoir central de Paul Bozizé, arrivé lui-même à la tête du pays à la faveur d'un coup d'État en mars 2003. Paris « sécurise » alors son ambassade et s'emploie à protéger... ses 1 200 ressortissants. La population centrafricaine dans son ensemble est pourtant déjà en danger.

En mars 2013, devant l'avancée des groupes de la Séléka sur Bangui, Paul Bozizé, ami fidèle de la « France » et d'Idriss Déby, dictateur tchadien, appelle à la rescousse ses alliés. François Hollande décide seulement d'envoyer 350 soldats déjà stationnés en Afrique pour porter à 600 le nombre des effectifs militaires français présents en RCA en appui de la Micopax (Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine) placée sous la responsabilité de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Le 24 mars, Paul Bozizé prend la fuite et, avec la bénédiction tacite du Tchad et de la France, Michel Djotodia, chef de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), membre de la Séléka, s'autoproclame président.

Après un bref mois de mai où tout semble rentrer dans la normale, les exactions et violences contre la population reprennent.

En juin, François Hollande est alerté par son ambassade. Il réagit le 20 août devant les ambassadeurs réunis à Paris tout en plaidant pour une intervention internationale en... Syrie.

À quoi ont été employés ces longs mois dramatiques pour le peuple centrafricain ? À préparer une intervention militaire dont les objectifs réels semblent bien éloignés de ceux affichés par notre gouvernement. Car en décembre 2013, selon l'ONU, ce sont maintenant 2,3 millions des 4,6 millions d'habitants de la RCA qui sont en « situation d'assistance humanitaire ». On dénombre 400 000 déplacés internes et 68 000 réfugiés, principalement en République démocratique du Congo. Quelque 1,1 million de personnes sont également touchées par l'insécurité alimentaire. L'Opération Sangaris est censée restaurer la sécurité et porter assistance aux populations. L'armée française « sécurise le terrain » mais les points stratégiques, les principales routes d'acheminement des ressources tirées du sous-sol centrafricain. Les habitants de Bangui sont soulagés, mais le reste du pays sombre encore un peu plus. Les opérations de désarmement des milices sont engagées. Il est à souhaiter qu'elle réussisse pleinement, mais on a beau jeu d'en appeler solennellement à « la responsabilisation des Africains » quand on passe sciemment sous silence la terrible responsabilité de la France dans les conflits et violence qui meurtrissent le continent. « L'étude menée par l'US Congressional Research Service révèle que la France a accru ses ventes d'armes en Afrique durant la période 1998-2005 faisant d'elle le pays leader dans la fourniture d'armes en Afrique. »

Le Livre blanc de la défense commandé par François Hollande et adopté en 2013 est explicite de la vision et de l'action du chef de l'État et de son gouvernement en matière de relations internationales. Dans la lignée du Livre blanc de Nicolas Sarkozy (2008), il rappelle que « le champ prioritaire d'intervention militaire de la France s'étend sur une zone allant de l'ouest de l'Afrique à l'océan Indien et que le champ du renseignement se voit élargi de l'Afrique vers l'Asie (Chine, Inde, Pakistan) ».

Répondant politiquement à la volonté d'intégration de la France à l'OTAN et relevant, idéologiquement, d'une option eurocentriste, la politique « étrangère » de la France définit l'Afrique comme une « zone d'intérêts prioritaire ». Mais ni les inégalités sociales, ni les pillages économiques des milieux d'affaires, locaux comme internationaux, ne sont cités au rang des critères de cette priorisation.

Lydia Samarbakhsh



## CHILI

# une nouvelle majorité pour une nouvelle étape

Michèle Bachelet, la candidate de la coalition *Nouvelle majorité* formée par le Parti socialiste, le Parti pour la démocratie, la Démocratie chrétienne, les Radicaux, le Parti communiste du Chili, la Gauche citoyenne, a obtenu 62,16% des voix au deuxième tour de la présidentielle du 15 décembre.

Malgré une forte abstention (58%), ce score montre une volonté claire de ceux qui se sont mobilisés d'un changement et un rejet massif des politiques de la droite héritière du pinochetisme.

Un million de personnes qui avaient voté au premier tour ne se sont pas reconnues dans les candidatures présentes à ce deuxième tour. Le phénomène n'est pas nouveau et on sait qu'une bonne partie de la jeunesse fait partie des abstentionnistes. Il y a aussi la méfiance après vingt années de gouvernements de la « *Concertation* », alliance entre le PS, la démocratie chrétienne et d'autres partis qui forment aujourd'hui la « Nouvelle majorité ». Ce qui change cette fois-ci, c'est la dynamique qui existe en Amérique latine, qui montre qu'on peut gouverner efficacement quand on gouverne à gauche. La participation des communistes à cette coalition est le reflet de cette évolution. Le PCC, parti qui a toujours joué un rôle important dans les moments de changement au Chili, a fait le choix de participer à la mise en place d'un programme qui, sans être d'une grande radicalité, peut enfin faire bouger les choses dans le bon sens. Et l'une des lignes de conduite des communistes sera que ce programme soit effectivement appliqué, comme l'a déclaré son président Guillermo Teillier.

Il s'agit de répondre aux demandes des étudiants qui se sont battus lors d'une lutte exemplaire qui a rassemblé très largement les travailleurs et les familles pour exiger une éducation publique et gratuite. Michèle Bachelet parle de la possibilité d'atteindre ce but maintenant qu'elle dispose d'une majorité de 67 députés sur 120. Il lui manque deux voix pour atteindre le quorum nécessaire pour changer la loi de l'enseignement en vigueur. Changer de modèle éducatif

impliquera un changement de Constitution et une réforme fiscale qui apporte les moyens nécessaires. Ces deux mesures font partie du programme de la NM.

Un autre changement de taille est celui de la Constitution rédigée par Pinochet et encore en place. Encore une fois, la majorité simple ne suffit pas pour la changer. Michèle Bachelet a dit à plusieurs reprises sa volonté d'avancer en faisant appel à une assemblée citoyenne qui rédigerait un texte, puis en le soumettant soit à un plébiscite soit au vote du parlement.

D'autres changements peuvent être possibles, notamment le retour aux conventions collectives dans un pays où la précarité est la règle et surtout, la modification du système électoral injuste qui jusqu'ici assure la domination du parlement aux deux partis ou coalitions arrivés en tête lors des élections.

Bien sûr il y aura, y compris dans la majorité, certains qui s'accrocheront au « *modèle chilien* » en place depuis les années 90. C'est le cas de José Miguel Insunza, ancien ministre et actuel secrétaire général de l'OEA, qui semble se contenter des « *changements* » intervenus du temps des gouvernements de la « *Concertation* » qui n'ont jamais renoncé au libéralisme et pour qui il est difficile de parler d'éducation gratuite pour tous.

Michèle Bachelet s'est adressé à tous ceux qui ont exprimé leur méfiance en s'abstenant. « *Il ne s'agit pas de croire à nouveau en moi, a-t-elle dit, mais en la démocratie, dans le pouvoir du vote, dans la noblesse des gens et la vérité de la parole* ». C'est un engagement. On sait que la composition de la nouvelle majorité peut prêter à des tergiversations ou à des débats qui se prolongent.

Tenir l'engagement demandera la mobilisation de la société, des syndicats et de ceux qui dans la majorité veulent vraiment changer. Le PCF leur sera toujours solidaire.

Obey Ament  
oament@pcf.fr



## COLOMBIE

### V<sup>e</sup> Congrès de l'Union patriotique

Créée en 1985 dans le contexte des négociations de paix entre le gouvernement Belisario Betancurt et les Forces armées révolutionnaires de Colombie, l'Union patriotique a rassemblé les membres de la guérilla et des militants politiques.

L'espoir qu'avait suscité la création de cette organisation politique a été tué avec le massacre de plusieurs milliers de ses militants, élus et dirigeants.

Quatre mois avant son congrès, qui s'est tenu les 15 et 16 novembre derniers, l'UP a récupéré son statut légal.

Laurent Péréa, membre de la direction nationale, représentait le PCF à ce congrès

Depuis un an, il y a une évolution flagrante de la situation politique en Colombie, due au processus de paix engagé, qui crée un espoir après tant d'années de luttes, de résistances, de guerre. Il s'entrevoit aujourd'hui, malgré les difficultés réelles, les manques de garanties, la possibilité de trouver une issue politique, une issue positive pour le peuple colombien en termes de transformation sociale.

On voit bien comment les fronts sociaux et politiques font émerger la recherche forte d'un instrument politique pour cette transformation sociale. Du Polo démocratique à la Marche patriotique, d'un Parti communiste partie prenante, animateur/acteur de ce processus de changement, l'Union Patriotique représente une force qui se veut moteur d'une unité large, d'un mouvement transformateur en construction dynamique. Aujourd'hui, dans ce processus engagé, l'UP, au-delà de la réhabilitation, pose la question avec les familles des victimes du génocide, de la reconnaissance de l'état de celui-ci, tout comme de la réhabilitation politique.

En termes d'espoir, le retour de Aida Avella, ancienne dirigeante et élue de l'UP, après plus de 23 années d'exil, a été vécu comme un fait historique très important. Sa proposition de candidature à la présidentielle de 2014 à l'ensemble de la gauche se veut représenter tout ça.

**Au cœur de ce congrès, le processus de paix en discussion à La Havane a bien entendu traversé toute la réflexion.** Ce qu'il en ressort, c'est qu'il est une étape très importante dans la perspective de trouver un débouché politique, visant précisément à renforcer la démocratie et créer les garanties que toutes les organisations politiques dans le pays, sans exception, puissent bénéficier de la protection de l'État, avec droits à l'égalité et avec les mêmes conditions, afin d'agir sur la scène politique nationale. Ce processus porte en lui la référence d'en finir avec un état violent, un état terroriste qui a conduit à l'extermination de

l'UP qui, avec Aida et un contingent d'une diversité d'hommes et de femmes venant de tous les coins du pays, représente une force incontestable aujourd'hui.

Les plus de 1200 délégués à ce congrès en ont été un marqueur fort, notamment au regard de la diversité présente en termes d'acteurs sociaux, syndicaux, citoyens et politiques.

**L'espoir est désormais fort à ce que peut-être une solution politique à ce conflit** émerge de La Havane à condition qu'il y en ait vraiment la volonté. Cette volonté existe côté mouvement populaire et UP. Un porte parole du gouvernement est également venu l'exprimer à ce congrès.

En fait, se dessine aujourd'hui la dynamique d'un large front populaire et social pour la paix dans les secteurs de gauche et démocratiques, avec la volonté d'imposer la paix sur les intentions des militaristes, les bellicistes et les hésitations du gouvernement.

**C'est dans ce contexte que se dessinent les élections de 2014.** De fait, le cadre général du processus électoral repose sur la paix, la politique sociale et l'ouverture démocratique, reflétant une relation profonde des facteurs clés de la vie nationale. En ce sens, prendre des mesures pour construire un projet d'unité d'une gauche encore trop divisée est l'une des volontés fortes qui a émergé avec le V<sup>e</sup> Congrès de l'Union patriotique.

La bataille des garanties et le dialogue à La Havane pour la fin de la guerre sont les questions principales du débat politique et électoral qui s'engage. Le chemin s'annonce difficile. Le président Santos propose un horizon très limité. Les premiers accords montrent les préjugés et les contraintes que le système dominant veut imposer à l'issue des négociations.

Les calculs du régime montrent que leur principale préoccupation est d'éviter un « excès de démocratie » qui pourrait amener à une assemblée constituante.



## CHINE

# qu'est ce qui se met en place ? qu'est-ce qui se transforme ? dans quel objectif ?

Le troisième plenum du 18<sup>e</sup> congrès s'est tenu à huis clos du 9 au 12 novembre. Il a été précédé d'une vaste campagne médiatique annonçant des réformes « *sans précédent* » et de publications officieuses de documents soumis au comité central tel le « *plan 383* » émanant d'un centre de recherche dépendant du cabinet du Premier ministre, d'orientation très libérale. Des annonces amplifiées par la symbolique donnée au 3<sup>e</sup> plénum en rappel à la réunion de 1978 conduite par Deng Xiaoping où furent imposées à un parti récalcitrant la politique d'ouverture économique. Les deux premiers plénums suivant un congrès du PCC servent traditionnellement à désigner les dirigeants du Parti et de l'État, tandis que le troisième fixe les grandes lignes politiques et économiques.

Cette multiplication de déclarations sur l'ampleur des décisions à prendre peut s'intégrer dans la partie de bras-de-fer en cours entre les différentes tendances au sein du PCC sur les grandes réponses à apporter aux problèmes surgis au cours de trente années de développement fulgurant du pays. La Chine subit le ralentissement des grandes économies occidentales – ses principaux clients à l'export – suite à la crise. Elle tente d'opérer un rééquilibrage nécessaire de son économie, misant sur une croissance qualitative et non plus quantitative, plus sociale et plus écologique. Une croissance moins tournée vers les exportations mais tirée par sa demande intérieure. Or cette même demande intérieure peine à se développer sous l'effet de nombreux blocages. La croissance s'est ralentie et le nombre de création d'emplois a diminué.

On a assisté à une forte pression autour de ce conclave, à replacer dans le contexte tendu de ces deux dernières années (l'affaire Bo Xilai et le 18<sup>e</sup> congrès). Depuis ce congrès en novembre 2012, on assiste en filigrane à une opposition de plus en plus rude entre, d'un côté des courants de gauche, des courants de l'armée et les directions des grandes entreprises publiques et de l'autre une aile libérale. On peut cerner deux grandes lignes d'affrontement portant :

- sur le plan économique : affaiblissement du rôle de l'État, du secteur public, un rôle accru du marché, de l'urbanisation à marche forcée ; la fin des oligopoles est réclamée par la branche « *libérale* » par les inves-

- tisseurs privés et étrangers et une minorité d'économistes chinois

- sur le plan politique : la place et le rôle du parti dans la constitution d'un État de droit qui placerait le PCC sous la loi fondamentale.

On sent donc de sérieux tiraillements que l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe est loin d'avoir réglé.

### Le marché

« *La Chine poursuivra l'ouverture de son économie en élargissant l'accès au marché, en encourageant la coopération régionale et en ouvrant ses villes intérieures et frontalières* » confirme Xi Jinping. La mise en place de la zone de libre-échange (ZLE) de Shanghai représente une décision importante dans la promotion de la réforme et de l'ouverture, le gouvernement devant mettre à profit les expériences actuelles afin de sélectionner de nouvelles zones éligibles aux ZLE.

« *La Chine doit respecter la loi fondamentale de l'économie de marché et s'attaquer aux problèmes de son système de marché sous-développé, de l'intervention excessive du gouvernement et d'une mauvaise supervision du marché* » précise Xi Jinping dans son discours du 15 novembre, ajoutant que « *laisser le marché décider ne signifiait pas qu'il fallait le laisser décider de tout* ». « *Une bonne relation entre le marché et le gouvernement reste le cœur de la réforme économique en Chine. L'économie socialiste de marché a besoin à la fois du marché et du gouvernement, mais ces derniers jouent chacun un rôle différent. Le gouvernement doit maintenir la stabilité macro-économique, offrir des services publics, garantir une concurrence loyale, superviser le marché, assurer l'ordre du marché, promouvoir le développement durable et agir en cas de défaillance du marché* », selon le chef de l'État.

Les mesures annoncées visent à ouvrir davantage le pays à l'économie de marché d'ici à 2020, en autorisant les investissements privés dans de nombreux secteurs réservés jusqu'ici aux entreprises monopoles d'État comme les transports. On y trouve la suppression annoncée des procédures d'examen et d'approbation pour les investissements dans la plupart des secteurs. Et la fin généralisée (hors services publics) des prix administrés, au profit de prix de marché.



ASIE



CHINE

*La Tribune* (du 25/11) note: « Il ne faut pas se tromper d'interprétation : la Chine ne se dirige pas vers l'économie de marché ; elle déplace le curseur à l'intérieur du cadre de l'économie de marché socialiste, sous le leadership du PCC, pour améliorer l'efficacité de celle-ci ».

### Les entreprises publiques

Elles sont particulièrement ciblées par les « libéraux », et accusées d'être des viviers de corruption, ainsi que de capter l'ensemble des liquidités versées depuis 2009 dans le cadre de son plan de relance mené par la banque centrale chinoise (PBOC), au détriment de l'investissement productif privé auquel les banques, elles-mêmes contrôlées par l'État, sont réticentes à prêter. Quelque 117 grandes entreprises d'État (hors finance) sont regroupées sous l'autorité de la Commission de supervision et d'administration des actifs de l'État (SASAC). Elles verront leur marge de manœuvre réduite mais resteront la colonne vertébrale de l'économie, même si dans certains secteurs elles seront en concurrence avec le privé. D'ici à 2020, ces groupes devront reverser 30% de leurs bénéfices au gouvernement, contre un ratio actuel de 0% à 15%. Cette somme devrait servir à l'élargissement du système de sécurité sociale.

Il n'y a pas de privatisation mais des projets mixtes sont envisagés impliquant la fin des monopoles d'État dans divers secteurs qui se traduiront par la suppression ou l'assouplissement des procédures d'approba-

tion d'investissement. Des exceptions demeurent dans les secteurs relevant de la sécurité nationale mais aussi écologique, ainsi que pour les investissements ayant un impact important sur « les capacités industrielles, le développement ou les ressources stratégiques ». Les décisions d'investissement stratégiques resteront donc soumises au contrôle de l'État, la fin des autorisations ne concernant que les investissements à impact local.

La création d'une Commission centrale dirigeante, chargée de superviser et d'ajuster les réformes « sous la houlette du PCC » est paradoxalement, à mon avis, significative d'une concentration de pouvoir. L'approfondissement global des réformes « dépasse de loin les capacités d'un seul ou de quelques départements et nécessite l'établissement d'un mécanisme de leadership de haut niveau ».

Dominique Bari

nous publierons la suite de cet article dans la LRI du mois de janvier 2014

*La Chine et le monde*, coll., Le Temps des Cerises, septembre 2013

[http://www.letempsdescerises.net/noyau/index.php?menu\\_id=20&type=livre&idLivre=871&PHPSESSID=13533db010d1eb33413d8d77c8d3459c](http://www.letempsdescerises.net/noyau/index.php?menu_id=20&type=livre&idLivre=871&PHPSESSID=13533db010d1eb33413d8d77c8d3459c)

*Chine : regards croisés*, La Pensée, janvier-mars 2013  
<http://www.gabrielperi.fr/La-Pensee-no-373>



## APEC toujours plus de libéralisation

L'APEC, sigle anglophone, qui signifie en français : Coopération économique pour l'Asie-Pacifique, constitue un forum économique intergouvernemental visant à faciliter la croissance économique, la coopération, les échanges et l'investissement de la région Asie Pacifique. Créé en 1989, l'APEC compte 21 membres (Australie, Brunei, Canada, Corée du Sud, États-Unis, Indonésie, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande, Chine, Hong-Kong, Taipei chinois, Mexique, Papouasie-Nouvelle Guinée, Chili, Pérou, Russie, Viêt Nam), qui représentent plus du tiers de la population du monde (2,6 milliards de personnes), approximativement 60 % du PIB du monde et environ 47 % du commerce mondial. Il représente également la zone économique la plus dynamique dans le monde, ayant participé à presque 70 % de la croissance économique globale entre 1994 et 2004.

Son dernier sommet s'est déroulé du 5 au 8 octobre 2013 à Bali (Indonésie).

### Les discussions menées lors de ce sommet

Lors de ce sommet ont été évoqués de nombreux sujets dont le développement durable, l'écologie, et le développement social. Toutefois, le thème qui a particulièrement été évoqué demeure celui de la crise économique et financière internationale qui fait rage depuis 2008.

En effet, comme l'indique le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono lors de son intervention devant les représentants de l'économie des pays membres, cette crise affecte toujours le monde et ce, dans tous les pays, développés ou émergents. Il précise cependant que, malgré l'impact de la crise, la zone Asie-Pacifique conserve une croissance d'environ 6,5% pour l'année 2013, selon les dernières prévisions du FMI.

Le président Susilo Bambang Yudhoyono indique alors qu'il est d'autant plus nécessaire de se regrouper au sein de cette association, de promouvoir le commerce à l'intérieur de cette zone et d'améliorer la connecti-

tivité entre les peuples pour aller plus loin dans l'intégration.

### L'absence remarquée de Barack Obama

Toutefois, le sommet a été marqué par l'absence du président Obama, qui a dû annuler son voyage en Asie, prévu de longue date, en raison de la fermeture des services publics : « le shutdown » causé par l'absence d'accord sur le budget. Le secrétaire d'État John Kerry a assuré la représentation des États-Unis lors de ce sommet, mais de nombreuses discussions que voulaient mener le président Barack Obama n'ont pas pu se tenir.

Depuis son premier mandat, Barack Obama, montre sa volonté de mettre en place une stratégie diplomatique connue sous le nom de « Pivot » qui lui permettrait de rééquilibrer ses relations dans la zone Asie Pacifique et d'amoindrir ce que les Américains et tout à fait généralement les « Occidentaux » perçoivent comme les velléités expansionnistes de la Chine dans cette zone. Ce sommet représentait donc pour le président des États-Unis une grande opportunité de mener des discussions diplomatiques avec certains pays partenaires.

En outre, il aurait pu évoquer à nouveau, à cette occasion, l'intérêt du Partenariat transpacifique (TPP pour *Trans-Pacific Partnership*) qu'il souhaite voir aboutir avant la fin de l'année 2013. Le Partenariat transpacifique, à l'initiative des États-Unis, est un partenariat basé sur un traité, comprenant 39 chapitres, visant à instaurer le libre-échange entre les pays d'Amérique et les pays de l'Asie.

Actuellement, le partenariat regroupe 12 pays : le Japon, l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les États-Unis, et le Vietnam. La Chine, grande absente du partenariat, n'est actuellement pas en mesure de répondre aux critères inscrits dans les 39 chapitres pour des raisons de législation et de préservation de son économie d'État.

### La présence de la Chine

La Chine, elle, était bien présente, et a profité de ce sommet pour organiser des réunions bi, voire trilatérales, avec certains pays voisins afin d'entamer des discussions et négociations commerciales, que ce soit dans le cadre de l'ASEAN<sup>1</sup> ou de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)<sup>2</sup>. Ces deux organisations intergouvernementales ont toutes deux pour but

1. ASEAN : l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est est une organisation politique, économique et culturelle regroupant dix pays d'Asie du Sud-Est. L'association a pour but de renforcer la coopération et l'assistance mutuelle entre ses membres, d'offrir un espace pour régler les problèmes régionaux et peser en commun dans les négociations internationales. Les dix pays membres sont : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Viêt Nam, Laos, Birmanie et Cambodge. A ceux-ci sont souvent associés : la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

2. L'OCS est une organisation intergouvernementale régionale asiatique qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Elle a été créée à Shanghai les 14 et 15 juin 2001 par les présidents de ces six pays.





de favoriser les relations économiques entre les différents États-membres, et d'assurer la croissance et la stabilité dans leurs zones de compétences respectives.

La Chine, grande puissance économique de la zone Asie-Pacifique, demeure incontournable dans la zone pour les États voisins désireux de conserver un niveau de croissance économique important pour soutenir leur économie et se développer. Par conséquent, ce sommet, et l'absence du président Obama, auront permis à la Chine de faire une nouvelle démonstration de force, et de marquer ainsi son territoire qu'elle n'entend pas laisser sous la domination des États-Unis.

### Les perspectives suites au sommet

En attendant l'année prochaine, sept objectifs principaux ont été retenus lors de cette édition. Le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono les a résumés dans son discours de clôture.

Ces sept objectifs sont :

- 1/ redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs de Bogor en 2020
- 2/ accroître le commerce à l'intérieur de la zone APEC et simplifier les formalités
- 3/ accroître la connectivité entre les peuples
- 4/ atteindre une croissance forte, durable, équitable et global
- 5/ établir une coopération afin d'améliorer la sécurité alimentaire, énergétique et de ressources d'eau
- 6/ assurer la création de synergies dans la zone
- 7/ coopérer avec le secteur commercial de l'APEC (ABAC) afin d'accomplir la libéralisation des échanges et des investissements.

Ces objectifs sont ainsi tous liés à des impératifs économiques des pays de la zone et visent principalement à atteindre les objectifs de Bogor en 2020, obtenir une croissance durable et équitable et favoriser la connectivité inter-étatique. Les objectifs en matière sociale et environnementale annoncés en début de sommet n'ont donc pas été considérés comme prioritaires.

Le prochain sommet se tiendra à Pékin, en Chine. Il sera alors possible d'évaluer les avancées sur ces objectifs mais aussi d'évaluer la mise en œuvre de la « stratégie Pivot » des États-Unis dans le cadre du TPP et d'analyser les actions de la Chine à cet égard.

Les enjeux sont considérables pour les uns et pour les autres, et se situent dans cet affrontement feutré mais permanent qui définit actuellement la politique des USA dans ses rapports avec la Chine.

Ce que les « Occidentaux » appellent les « vellétés expansionnistes de la Chine » est souvent perçu par les partenaires asiatiques comme une contribution essentielle à des processus de coopération « gagnant-gagnant ».

Ce sommet témoigne fondamentalement et doublement pour ces pays, naguère colonisés et écrasés, et de leur volonté de sortir de leur sous-développement et de leur capacité à initier des modes de coopération régionale échappant au vieux modèle de domination.

Géraldine Garcia

### Recherches internationales

<http://www.recherches-internationales.fr/RI96.html>



## ESPAGNE

## congrès du Parti communiste

Le 19<sup>e</sup> Congrès du PCE s'est tenu du 15 au 17 novembre à Madrid. Il avait à son ordre du jour la discussion de « thèses politiques » où sont définies les principales lignes d'orientation et la modification des statuts.

Le secrétaire général du PCE, José Luis Centella, réélu par 88,4 % des 500 délégués au Congrès\*, a dressé un bilan positif de l'activité du Parti depuis deux congrès, période où un processus de « reconstruction » du parti a permis au PCE de se renforcer (+ 30 % de progression de ses effectifs).

À partir de son projet, qu'il a défini comme l'Alternative sociale anticapitaliste et démocratique (ASAD), le PCE a ainsi accru une présence forte et reconnue dans les luttes sociales qui se sont développées tout au long de ces années (grèves générales, mouvement des indignés, plate-formes de défense des droits sociaux et citoyens).

Le Congrès a approuvé un Appel à constituer une majorité sociale pour une rébellion démocratique qui définit les axes d'intervention les plus immédiats du PCE : un audit citoyen de la dette publique et la mise en œuvre d'un

processus de restructuration de cette dette, contre les politiques de la troïka ; la défense du pouvoir local et le rejet de la réforme de l'administration locale engagée par le gouvernement de droite et qui vise à la privatisation des services publics ; la proposition d'une démocratie avancée et participative, c'est-à-dire « un projet qui doit agglutiner une grande partie de la gauche politique dans un mouvement politique et social rassemblant la majorité sociale qui souffre de la crise ; qui défend la plus grande unité possible des forces de gauche, des mouvements sociaux, des syndicats de classe ; pour contester l'hégémonie et le pouvoir de la droite et avancer vers le socialisme et le communisme ».

C'est dans ce cadre que le PCE réaffirme son engagement à « construire un processus constituant » de « rupture sociale et démocratique » avec les institutions actuelles pour aller vers la III<sup>e</sup> République.

José Cordon  
jcordon@pcf.fr

\* Le Congrès a accueilli également de nombreuses organisations internationales. Marie-Pierre Vieu y représentait le Parti communiste français.

## il se passe toujours quelque chose en Italie

Le week-end des 7 et 8 décembre était un week-end chargé au plan politique. D'abord avec le lancement de la nouvelle formation de droite, le Nouveau centre droit, avec à sa tête Alfano, issue de la branche du pôle des libertés qui continue de soutenir le gouvernement Letta. Il revendique une politique « honnête » et dégagée de l'emprise d'un leader, fusse-t-il Berlusconi, même s'il est envisagé des alliances aux prochaines élections législatives. Berlusconi, lui, lançait avec son carré de fidèles les clubs « *forza Silvio* ». La Ligue du Nord enterrait définitivement, politiquement s'entend, Bossi avec 18%. Il laisse la place à un jeune trentenaire qui recevra Marine Le Pen à son congrès. Le Parti démocrate organisait ses primaires pour décider qui serait leur futur leader : 2,8 millions d'italiens se sont rendus aux urnes et ont placé Matteo Renzi, le maire de Florence, largement en tête avec 69% des voix, le candidat de la nomenclature sortante Cuperlo ne récupère que 18% et le candidat le plus à gauche, Pippo Civati, lui, créait la surprise avec 14%. Le Parti démocrate et ses soutiens font le choix de « l'efficacité » politique, disent-ils, en donnant le parti à celui qui semble pouvoir battre le centre droit aux prochaines élections. Il est pourtant, dans la démarche et le comportement, un « *Berlusconi de gauche* ». Il gomme les dernières références à la gauche dans ses discours. Le programme du Parti démocrate, qui avait déjà été bien édulcoré par Veltroni, devient le programme d'un parti

modéré de centre gauche. Grillo, inspiré par Mac Carthy, publiait sur son blog, des listes de parlementaires qui ne devraient pas siéger et des journalistes à boycotter, glissant un peu plus vers un populisme de droite assumé.

Au même moment, à Pérouse, Refondation communiste tenait son 9<sup>e</sup> congrès. Lucide sur le passé et les erreurs commises, l'immense majorité des congressistes, à l'image du débat parmi les 30 000 militantes et militants, ont décidé de faire passer les accords électoraux et les alliances après les nécessaires débats programmatiques et de contenus avec les partenaires de la gauche de transformation sociale, fortement atomisée en Italie. Ils sentent la nécessité de reprendre les combats et les luttes sous leur propres couleurs.

L'atmosphère était sérieuse et réfléchie. La tonalité donnée par Paolo Ferrero était celle d'un parti combatif qui ne veut pas disparaître. Ferrero, qui n'a pas été élu au moment du congrès, mais dont la liste qui le soutenait a fait plus de 70% des voix, sera donc majoritaire au comité politique national. Paolo Ferrero, s'il le souhaite, devrait être reconduit à la tête de Refondation.

Les exigences des militantes et des militants pour être plus et mieux associés aux décisions ont été fortement exprimées dans le congrès et il faudra en tenir compte.

Gilles Garnier



MOYEN-ORIENT

## ISRAEL

### une conférence pour la paix et le désarmement

La Conférence internationale pour un Moyen-Orient libéré des armes nucléaires, qui s'est tenue à Haïfa et à Ramallah les 5, 6 et 7 décembre, constitue un événement politique majeur, à la fois en Israël et pour toute la région.

En effet, c'est la première fois que ces questions étaient abordées d'une manière publique dans ce pays, qui cultive un secret jaloux sur sa possession d'armes nucléaires.

Abraham Burg, ancien président de la Knesset, devait déclarer : « Israël a des armes tant chimiques que nucléaires. Il est temps d'en parler dans une discussion ouverte et publique pour mettre un terme à l'ambiguïté du sujet. Cette ambiguïté est dépassée et infantile ».

Dov Khenin, député communiste, devait poursuivre en affirmant : « Le nucléaire a un coût pharamineux pour le budget de l'État. J'appelle mon gouvernement à ouvrir le dialogue avec l'Iran ».

À cette Conférence, organisée à l'initiative de l'Institut Emil Touma, on pouvait noter la présence de 30 délégations, dont plusieurs députés et anciens députés de la Knesset, d'experts dont plusieurs ont dénoncé les effets désastreux sur les populations vivant proches de centrales nucléaires.



Michelle Demessine, sénatrice communiste et Mathilde Caroly ont participé aux travaux de la Conférence. Elles ont souligné que les avancées actuelles en matière de désarmement, tant avec la Syrie et l'Iran, ouvrent des opportunités nouvelles en faveur de la dénucléarisation de toute la région.

À cet égard, la Conférence d'Helsinki, qui a en charge ces questions et qui a été repoussée à différentes reprises, doit permettre aujourd'hui de faire de nouveaux pas pour la sécurité, le désarmement et la paix dans cette région.

La France, qui prend la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, en ce mois de décembre, pourrait jouer un rôle plus actif.

## le billet de Gérard Streiff

### amnésie de droite

La droite a la mémoire qui flanche. Pro-Mandela à fond les ballons, il faut surtout pas lui remuer le passé. Apartheid ? Connais pas ! Faut dire que le président lui a fait une sacrée fleur avec cette obscène invitation de Sarkozy à Soweto.

Or, des décennies durant, cette droite française a constitué le plus ferme soutien du clan raciste de Prétoria avec lequel elle réalisa un juteux business (d'armes notamment). Un souvenir, parmi d'autres : au milieu des années soixante-dix, Jacques Médecin, maire giscardien de Nice et président du groupe d'amitié France/Afrique du Sud, un lobby puissant, organise le jumelage de sa ville avec Le Cap. Le député communiste Virgil Barel proteste. Le ministre de l'Intérieur Poniatowski lui répond en gros : circulez, y a rien à voir. Et Giscard d'Estaing s'empresse de nommer Médecin ministre du Tourisme.

Ces jours-ci, *Le Figaro* de Dassault fils, tout à son empathie avec Mandela, n'a rien dit des trafics de Dassault père avec les geôliers de Mandela.

Curieux, non?

Patrick Margaté  
collectif-Palestine@pcf.fr



## TURQUIE

## Ankara à la croisée des chemins

La situation politique en Turquie s'exacerbe à l'approche des élections municipales de mars prochain, dont le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan veut faire un test de la popularité pour son parti islamo-conservateur, l'AKP (le Parti de la justice et du développement), alors même que les libertés fondamentales, dont celle de la presse, sont gravement mises en cause par un pouvoir de plus en plus marqué par l'autoritarisme.

Face à l'opposition laïque et kémaliste du Parti républicain du peuple (CHP, social démocrate), l'AKP utilise la religion à des fins électoralistes en poussant vers une islamisation de la société. Ainsi, fin octobre, quatre députés femmes ont pénétré dans l'enceinte du Parlement, coiffées d'un voile, ce qui était interdit jusqu'alors, sans provoquer de réaction forte de l'opposition. Dans cette campagne électorale, le chef du gouvernement peaufine son image de leader en inaugurant en grande pompe un projet pharaonique de métro sous le Bosphore pour relier les deux rives d'Istanbul, la mégalopole turque de 14 millions d'habitants. Il lui faut aussi préserver le concept de « modèle turc » néolibéral qui connaît des ratés, car après une croissance de 8,8% en 2011, le PIB a reculé à 2,2% en 2012, même si les prévisions de croissance pour 2013 sont basées sur une estimation de 3%. Selon les économistes de l'opposition, la société turque reste inégalitaire, avec un taux de chômage officiellement à 12%, mais qui atteindrait en réalité 17%.

Après la répression violente des manifestations du printemps dernier notamment à Istanbul sur la place Taksim, qui visait en réalité à affirmer la résistance de l'opposition et des jeunes à l'islamisation rampante de la société et à l'autoritarisme du Premier ministre, le pouvoir n'a pas désarmé. La liberté de la presse est mise en cause, dans un pays où plus de 60 journalistes sont emprisonnés, dont certains ont été condamnés à des peines perpétuelles, accusés de liens avec le Parti des travailleurs kurdes (PKK). Sur la question kurde, les négociations sont au point mort avec le leader du

PKK Abdullah Öcalan, car à l'approche des élections M. Erdogan ne veut pas être accusé de laxisme par les courants les plus nationalistes.

Au plan international, la Turquie, qui occupe une place centrale dans le dispositif de l'OTAN depuis la guerre froide du fait de ses frontières communes avec l'ex-URSS, reste aujourd'hui une puissance régionale incontournable. Face à la crise syrienne, la Turquie, qui a déployé des missiles patriotes sur son territoire, soutient les groupes islamistes financés par les pétromonarchies du Golfe contre Damas. Les autorités turques, par ailleurs, construisent un mur de béton, dit « mur de la honte », long de 6 km, à la frontière entre les deux pays dans le sud-est, principalement pour bloquer les kurdes syriens. Mais, contre toute attente, la Turquie et l'Iran, qui sont pourtant sur des positions opposées à propos du conflit syrien, ont convenu, après une rencontre des ministres des Affaires étrangères à Téhéran, qu'il n'y avait pas de solution militaire au conflit et que la recherche d'un cessez-le-feu était nécessaire avant la réunion de Genève 2 en janvier. En revanche, avec l'Égypte, la tension est montée d'un cran après l'expulsion de l'ambassadeur de Turquie, le Premier ministre turc ayant dénoncé la répression des islamistes égyptiens par les militaires au pouvoir. Enfin, les négociations entre l'Union européenne et la Turquie ont repris début novembre à Bruxelles en vue d'accélérer le processus d'adhésion de ce pays, après trois ans de gel dans les discussions.

C'est dans ce contexte complexe que va se dérouler la visite en Turquie de François Hollande les 27 et 28 janvier, la première d'un chef d'État français depuis 1993 dans ce pays de 74 millions d'habitants. Une visite peu appréciée des opposants au régime estimant qu'elle apporte une légitimité au Premier ministre, à l'heure où les droits de l'homme et la liberté de la presse sont mis en cause.

Patrick Kamenka

## quelle activité internationale du PCF ?

Dix mois après le 36<sup>e</sup> congrès du PCF, le secteur international réunissait, le 30 novembre, 53 militants des collectifs de la « commission inter », membres du Conseil national, secrétaires et responsables départementaux aux questions internationales, élus, responsables associatifs, journalistes, universitaires, et dirigeants du Mouvement jeunes communistes.

Faisant le point de l'évolution de la situation internationale caractérisée par l'émergence de conflits dans lesquels le rôle de la France suscite nombre d'interrogations, la discussion a porté sur les dispositifs de travail et d'organisation pour aider à la mise en mouvement du parti.

Dès l'introduction de la responsable en charge du secteur, Lydia Samarbakhsh\*, le décor est planté. Si aucune zone géographique n'est exclue des débats, la politique des autorités françaises en Afrique est pointée du doigt, alors que le scénario d'une nouvelle intervention à Bangui se précisait. L'épisode de l'escalade en faveur d'une intervention armée en Syrie, au cours duquel la France s'est faite la « porteuse des intérêts bellicistes de l'Arabie saoudite et du gouvernement d'extrême droite d'Israël », confirme que le président de la République poursuit une politique fondée sur la « militarisation des relations internationales » tournant le dos aux « engagements internationalistes de la gauche ». Ainsi la France de « s'inscrire dans un jeu des puissances ravivé », dans un monde que le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, voit comme « apolaire et brouillé » depuis la fin des blocs issus de la guerre froide et la mise en cause de l'hégémonie états-unienne par l'émergence de nouveaux acteurs.

La France pratique une diplomatie de « VRP lancé à la conquête de nouvelles parts de marché » appuyée par une défense nationale « atlantiste » reposant sur « trois pieds : la dissuasion nucléaire, le renseignement, et le renforcement des capacités d'intervention à l'étranger ». « Cette vision et cette politique ignorent en permanence les mouvements des peuples » et « leurs conséquences se paient très cher » par l'enfoncement des pays concernés dans des « crises durables », faute de se fonder sur des options de « coopération et de partage ».

C'est à la fois « des alternatives » à cette politique et des « initiatives et rendez-vous » à mettre sur pied que les participants étaient invités à réfléchir. Les débats ont insisté sur le besoin de mieux appréhender les mutations du monde à l'œuvre dans les stratégies des puissances où se déchaînent les « rivalités » qui ont succédé à « la contradiction des blocs » et contribuant au « brouillage » des repères ; mais aussi dans les convergences à tisser quand « le combat international est rendu plus difficile » car « tout ce qui bouge aux confins de l'empire n'est pas forcément rouge ». La lecture du monde actuel fait en soi l'objet d'un affrontement féroce, selon qu'y domine « le danger » ou « l'espoir » dont les mouvements popu-

lares sont porteurs – « contestation généralisée du système » où s'exprime « l'aspiration des peuples à ne pas se faire voler la maîtrise de leur destin », ou bien « monde hostile » dont il faudrait « se préserver et se défendre ».

Les bouleversements mondiaux invitent à mieux percevoir « les mutations » à l'œuvre dans certains mouvements, comme le mouvement kurde où l'exigence démocratique et « la volonté de se saisir des institutions » gagnent du terrain. Un mouvement de solidarité dont le prochain rendez-vous sera le 11 janvier prochain, à Paris, pour la manifestation européenne un an après l'assassinat de trois militantes kurdes sur notre sol.

Le secteur international ne relâchera pas ses efforts engagés pour impliquer davantage de communistes dans l'action, et qui commencent à porter leurs fruits. « Aujourd'hui, l'activité du secteur est très dynamique, avec une production abondante de communiqués sur tous les sujets d'actualité, et la création de la Newsletter du secteur qui renforce l'existence de la Lettre des relations internationales mensuelle ». Ces outils doivent davantage être utilisés pour « mettre en avant et faire connaître les nombreuses rencontres avec des forces d'autres pays, et répondre aux difficultés rencontrées dans l'organisation d'initiatives dans les sections ». Le « besoin de réactivité » et de « travail en réseau » pourra s'appuyer sur l'organisation de rencontres départementales ou régionales, et des tournées de débats publics avec des personnalités étrangères, chercheurs ou syndicalistes. « Dans un monde globalisé où nombre de citoyens se sentent démunis pour agir, l'explication des enjeux planétaires demande de gros efforts d'explication et de communication ». « Nous voulons multiplier les occasions de partage et d'échanges » avec tous les peuples, comme au Village du monde de la Fête de l'Humanité qui reste un lieu et un moment privilégiés uniques.

Enfin, l'importance de la coopération décentralisée a été soulignée, aussi bien pour le rôle des collectivités locales en matière de coopération internationale que « l'appui à la citoyenneté et aux collectivités locales » dans le monde qui peuvent « contribuer au changement de logique ».

Le principe d'un événement en amont de la conférence mondiale sur le climat (2015), l'Année mondiale de solidarité avec la Palestine et le lancement de « quatre chantiers de débats » sur la politique de défense nationale liée aux exigences de paix et désarmement, de même que les initiatives du Centenaire de 1914-1918 sont au menu de l'année 2014. Et une nouvelle rencontre du secteur est prévue au printemps sur la construction européenne et le Grand marché transatlantique.

Paul Eissner

\* Texte introductif disponible sur <http://international.pcf.fr/47463>



## CONSEIL NATIONAL DU 17 NOVEMBRE 2013

### rapport sur l'Europe (extraits)

Le projet que nous avons discuté hier est une réponse à la crise « *profonde et violente* » que connaît l'Europe. Il illustre « *le nécessaire combat populaire et de classe de notre temps* ». Il a au cœur la contestation des fondements de classe de l'actuelle Union européenne qui, elle, vise à une mise en concurrence généralisée, à la financiarisation à l'extrême de l'économie et à la critique sans concession de la construction verticale et antidémocratique de l'actuelle Union européenne.

Certains vont répéter de manière paresseuse que nous sommes des eurosceptiques. Leur schéma de penser est simple : ou l'on accepte la construction de l'Union telle qu'elle est, ou nous sommes pour un repli nationaliste. L'idée même qu'il est possible de construire une autre Union sur d'autres bases est pour eux idéologiquement impossible.

Oui, nous voulons refonder l'Europe dans une Union des nations et des peuples souverains libres et associés. Pour y parvenir, nous devons favoriser les convergences autour de quelques exigences essentielles. Elles sont résumées dans le texte soumis à votre sagacité en trois phrases : arrêter l'austérité, libérer les États de la toute-puissance des marchés financiers et refuser dès maintenant le marché transatlantique.

Notre texte n'est donc pas qu'une critique des politiques européennes et de celles des gouvernements qui la composent, ce projet est aussi une réponse « *aux enjeux de notre époque qui appelle un formidable besoin de partage, de mise en commun, de coopération et de solidarité* ».

L'Europe connaît une crise multiforme, économique, sociale, mais aussi démocratique. Car la nouveauté de la période est que l'Union et les gouvernements européens sont passés d'une politique du consensus à une politique violente et qui peut aller jusqu'à remettre en cause les acquis démocratiques. L'attitude de la Troïka est perçue dans les pays où elle intervient comme une opération hélicoptère qui impose aux peuples des mesures austéritaires de plus en plus impopulaires.

Et s'il faut, pour accélérer leur acceptation par les peuples, changer la Constitution des pays, eh bien changeons la Constitution ! C'est ce que dit le président de la Commission M. Barroso. Le Portugal et l'Italie connaissent ainsi une offensive sans précédent contre leurs droits constitutionnels. Ces peuples savent que leur constitution est leur dernier rempart contre l'arbitraire de la Troïka et les politiques ultralibérales.

Notre projet est ambitieux et novateur s'il plonge ses racines dans la critique que nous avons fait depuis le

Vous pouvez vous procurer la version intégrale de ce rapport avec le lien suivant :

<http://www.pcf.fr/sites/default/files/cn-17-nov-2013-rapport-gilles-garnier.pdf>

Samedi 16 novembre, Patrick Le Hyaric a présenté un rapport à la Convention nationale du PCF *Pour un nouveau projet européen*. Vous pouvez le trouver avec le lien suivant :

<http://international.pcf.fr/15125>

début de la création de l'Union, de son caractère antidémocratique dans la répartition des pouvoirs entre le Conseil, la Commission et le Parlement, s'il confirme que la libre circulation des biens et des services n'a jamais été accompagnée d'avancées sociales au même niveau, s'il réaffirme notre condamnation des choix libéraux et désormais austéritaires de l'Union.

Avec une certaine fierté, nous pouvons dire que tout ce que nous avons prévu et critiqué à chaque étape nouvelle de l'Union se vérifie. Je ne listerai que quelques-unes de ces étapes : l'acte unique, la monnaie unique, le processus de Bologne, le traité constitutionnel, le traité de Lisbonne et le récent traité Merkozy avalisé par le gouvernement de François Hollande. A chaque fois nous avons alerté notre peuple sur les dangers pour l'état social et pour les acquis sociaux et démocratiques. Nous sommes-nous trompé ? Non. Avons nous toujours été compris ? Non plus. Les propos lénifiants de nos gouvernements et de la Commission ont longtemps réussi à servir de somnifère.

Désormais, le roi est nu. La réalité dépasse la fiction, et ce que les peuples ont mis des années à obtenir est rayé d'un trait de plume au nom de « la sacro sainte compétitivité, la réduction des déficits et la baisse du coût du travail », comme ils disent.

Notre projet n'est pas qu'une somme de critiques justifiées à l'égard de la construction européenne actuelle. Il est le prémisses d'une alternative au plan européen qui peut mobiliser les peuples en leur proposant autre chose que les deux chemins simplistes qui leur sont présentés – je résume et je caricature à dessein –, une intégration fédéraliste et supranationale qui oriente les politiques nationales défendue par les socialistes européens, les Verts et une partie du centre et de la droite ou un retour aux frontières accompagné de mesures xénophobes qui est l'apanage de la droite extrême.



## rapport sur l'Europe

La droite française, comme à son habitude, se servira de Bruxelles comme un pratique bouc émissaire, tentant de faire oublier ses propres responsabilités dans la course au tout marché avec l'Allemagne d'Angela Merkel.

Notre chemin est exigeant car il fait appel à l'intelligence et à l'intervention des peuples. Il a pour boussole la démocratie à tous les niveaux, l'intervention des citoyens dans la cité et l'entreprise, le contrôle des outils financiers de l'Union comme la Banque centrale européenne. Une autre répartition des pouvoirs entre le Conseil, la Commission et le Parlement, un rôle accru des parlements nationaux, des acteurs et des actrices du mouvement social dans l'élaboration des politiques européennes.

Notre projet conjugue intelligemment les combats immédiats « pour rompre avec la mise en concurrence généralisée qui pousse au dumping social et fiscal, à l'obligation d'ouvrir les entreprises et les services publics à la concurrence, l'obsession de la compétitivité par la diminution constante et partout des droits sociaux et des rémunérations du travail, le libre échange intégral », ainsi s'exprimait hier Patrick Le Hyaric pour décrire le projet.

Rompre avec la financiarisation de l'économie en confiant de nouvelles missions à la BCE, un autre rôle pour l'euro, un autre crédit pour les banques, la sup-

pression du pacte de stabilité et la remise en cause du traité budgétaire, d'exiger une chasse aux paradis fiscaux, l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Voilà le cœur de nos propositions.

Bref, résumait Patrick : « Demander que tous les moyens soient mobilisés pour créer de la monnaie et utiliser l'argent en faveur de l'emploi, de l'éducation et de la formation, de la culture, des services publics, de la transition écologique du développement humain ». Mais dans le même temps, nous devons mettre sur l'ouvrage la rédaction d'un nouveau traité écrit par des milliers de mains qui prennent en compte les exigences sociales et démocratiques des peuples, un traité qui ne présume pas les choix économiques et politiques des peuples, un traité qui ne pose pas le capitalisme comme seul horizon indépassable. Ce processus n'est pas simple, il ne peut être l'apanage des seuls communistes français, il doit se confronter au plan national et européen avec l'ensemble des mouvements citoyens et syndicaux.

Gilles Garnier

membre du Comité exécutif national  
en charge de l'Europe

Le texte enrichi des débats de la Convention sera publié en tiré-à-part par la Revue du projet en janvier 2014  
<http://www.pcf.fr/43018>

### SUGGESTIONS DE LECTURE

#### La laïcité n'est pas ce que vous croyez

Pierre Dharréville  
Éditions de l'Atelier  
septembre 2013



#### Actes

Organisé par la fondation Gabriel Péri, le Parti de l'indépendance et du travail du Sénégal et la fondation Rosa Luxemburg, la 4ème édition du colloque international de Dakar a réuni du 22 au 24 mai 2013 près d'une centaine de participants, acteurs progressistes, partis politiques, syndicats, organisations sociales et citoyennes, et chercheurs de quinze pays d'Afrique et d'Europe.

La fondation Gabriel Péri en publie les actes. Des contributions d'Afrique de l'Ouest francophone et anglophone, d'Afrique centrale, de Tunisie, d'Afrique du Sud et d'Europe offrent un éclairage sur la crise de la représentation démocratique, les processus politiques à l'œuvre et les luttes citoyennes sur le continent, dans un contexte où le capitalisme mondialisé et financiarisé provoque toujours plus d'instabilité et d'inégalités. Elles ouvrent des pistes pour une reconstruction des États et de la citoyenneté.



## À MADRID

# un congrès de l'unité, de l'offensive et de l'avenir

Le congrès du Parti de la gauche européenne a réuni 300 délégués de ses 33 partis membres et observateurs à Madrid ce week-end. Signe de sa vitalité, il a accueilli une multitude d'invités internationaux dont Alvaro Garcia Linera, vice-président de Bolivie, des invités européens de marque dont Bernadette Ségol, secrétaire générale de la CES. Cette affluence de forces qui comptent dans le monde et en Europe illustre les pas franchis par le PGE, devenu un acteur de la lutte globale et un interlocuteur des syndicats et les mouvements sociaux.

Face aux pouvoirs des marchés et de leurs relais politiques de droite, sociaux-libéraux et écolo-libéraux, et face à l'extrême droite, le PGE est à l'offensive. Pierre Laurent, réélu président (78 %) a donné le ton dans son discours d'ouverture : « *Nous voulons être un acteur majeur du conflit de classes qui s'intensifie dans l'UE et partout en Europe* » ; et de plaider pour une alternative de progrès, en rupture avec l'UE du capital mais visant une union de peuples et de nations, libres, souverains et associés.

Le PGE se met en mouvement autour de ces orientations communes adoptées à 93,3 % et avec la volonté de rassembler dans un « *front européen social et politique* », toutes les forces qui résistent à l'austérité, qui luttent pour la solidarité et la justice sociale. Une unité claire de notre jeune parti européen, tant sur la visée que sur la stratégie.

Unité encore pour les élections européennes de mai 2014 et la candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la commission européenne. Pour Tsipras, plébiscité à 84 %, « *l'heure de la gauche est venue* ». Il sera le « *porte-voix* » d'une campagne publique inédite, portant la « *critique du caractère non démocratique des institutions [...] et l'exigence d'une refondation démocratique de l'Union respectant la souveraineté des peuples et des nations européennes* » comme l'indique la motion de congrès.

Nous mettrons cette démarche ambitieuse à disposition des forces de gauche qui le souhaiteront. Elle rassemble déjà bien au delà du PGE, comme l'a démontré la prise de position du leader du Parti de la gauche suédoise devant le congrès.

Elle doit rassembler le Front de gauche. La France est un grand pays et le Front de gauche peut secouer le paysage politique lors des européennes. Nos camarades européens et le groupe de la GUE-NGL au Parlement européen ont besoin d'un Front de gauche fort. Au lendemain du Congrès, le PCF est déterminé à entrer rapidement en campagne avec un Front de gauche uni et porté par la candidature Tsipras. Dans ce contexte, la décision du PG de suspendre sa participation au PGE jusqu'aux municipales est regrettable et incohérente. C'est un geste à contre courant du mouvement d'unification des forces qui combattent l'austérité en France et en Europe.

Le PGE a décidé également 3 initiatives majeures : une grande campagne d'information et d'action pour mettre en échec le Grand marché transatlantique ; en avril, à Bruxelles, un sommet sur la dette et la tenue chaque année d'un *Forum européen des alternatives*, un nouvel espace politique ouvert à toutes les forces politiques de gauche, sociales et syndicales d'Europe. La première édition est prévue à l'automne 2014.

Comme représentants du PCF dans le PGE, la mise en œuvre des orientations de congrès, la recherche permanente du consensus et l'implication des communistes français dans cette démarche seront nos lignes de conduite.

Gilles Garnier et Anne Sabourin





## CONGRÈS DU PGE

## intervention d'Isabelle de Almeida

Chers amis, chers camarades,

Voici 18 mois que les Françaises et les Français ont porté François Hollande à la présidence de la République et ont élu une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Parmi eux, il faut compter les 4 millions d'électeurs du Front de gauche.

François Hollande s'était engagé pour le changement. Il était porté par l'espoir d'une France qui voulait en finir avec Sarkozy et la droite arrogante de plus en plus radicalisée. Une droite qui avait fait tant de mal à la France, appliquant les diktats austéritaires de la Commission européenne.

Qu'est devenu cet espoir aujourd'hui ? Hollande disait, quand il était candidat, que son véritable ennemi, c'était la finance. A-t-il ouvert de nouveaux horizons ? Pas un seul. Pas un seul instant il n'a tenté de briser le cercle vicieux austérité-récession-austérité qui mène la France, comme bien d'autres pays européens, droit dans le mur. Malgré les incantations de ce gouvernement, le chômage explose. La France compte 8 millions de pauvres, la précarité deviendrait la norme, notamment pour les jeunes qui subissent le plus durement la crise. Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes alors que les actionnaires se gavent de dividendes dans des entreprises qui licencient. Et ce sont de plus en plus de plans de licenciements qui se succèdent. Notre pays est en train de se désindustrialiser dangereusement.

Voilà le visage de la France en cette fin 2013. Le gouvernement socialiste a oublié ce qu'être de gauche veut dire. Il a renoncé à combattre les forces du capital, il abdique devant les exigences du patronat. Quelques exemples. Il a enterré la loi interdisant les licenciements boursiers que les parlementaires du Front de gauche avaient fait voter au Sénat. Il a ratifié le traité européen qu'Hollande avait juré qu'il renégocierait. Il a mis en place un accord qui poursuit la destruction du droit du travail engagée par la droite. Et il a fait adopter une réforme des retraites catastrophique qui aggrave ce qui avait été fait par Sarkozy.

Alors que la majorité des Français, des salariés, étaient contre ces projets de régression – et le Front de gauche, avec ses parlementaires, a mené bataille – le gouvernement a préféré passer en force, sans véritable concertation. Ce gouvernement, en choisissant d'engager une politique fondée sur l'austérité-compétitivité-flexibilité, approuvée par la droite, le patronat et l'extrême droite fait une politique qui déçoit, mécontente de plus en plus et est désapprouvée par la grande majorité du peuple de gauche.

Nous, au PCF, au Front de gauche, nous sommes mobilisés plus que jamais pour redonner espoir. Il est possible de sortir de la crise en sortant de l'austérité. Au

contraire, il faut relancer la croissance par l'emploi, la hausse des salaires et du pouvoir d'achat. C'était le sens de la grande manifestation nationale du 5 mai dernier, à l'initiative du Front de gauche.

Ce que nous visons, c'est de construire une nouvelle majorité à gauche, avec un nouveau contrat politique et un nouveau gouvernement. Et nous voulons le faire avec toutes celles et ceux qui veulent réellement le changement, avec les forces sociales, syndicales, politiques et les citoyens. Il nous faut unir celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette politique, quels qu'aient été leurs choix auparavant.

Oui, unis et déterminés, nous avons le potentiel d'une majorité pour gagner. Cette recherche d'une majorité alternative à gauche, c'était le sens des Assises citoyennes que nous avons organisées, avec le Front de gauche, au mois de juin dernier. Des représentants des écologistes, de l'aile gauche du Parti socialiste, des militants associatifs, des syndicalistes y ont participé.

Certes, nous savons que cette bataille est rude et la situation est grave. Nous devons aider à mettre en mouvement, sur tous les fronts, celles et ceux qui sont déçus, à leur redonner du courage, pour se rassembler autour de leur intérêt commun. Nous ne voulons pas nous habituer à la résignation, ni nous satisfaire de la voir, comme la colère, de plus en plus exploitée par la droite revancharde, mobilisée ainsi que par l'extrême droite qui progresse. Nous devons le faire en combattant toutes les idées de renoncement et la pensée unique. Et en faisant œuvre de pédagogie et avec des actions publiques. C'est pour cela que nous avons lancé une campagne contre le coût du capital, alors que les libéraux de tous bords nous assènent que c'est le travail qui serait un coût empêchant le pays de se développer.

Et, dans le prolongement de la marche pour une révolution fiscale du premier décembre, nous lançons des États généraux de la justice fiscale. Dans une démarche de co-élaboration, avec les partenaires du Front de gauche, nous proposons aux citoyens, aux habitants d'écrire ensemble une loi permettant une grande réforme fiscale, rendant l'impôt juste. C'est aussi dans ce sens que nous nous insurgons contre la hausse de la TVA prévue en janvier, l'impôt le plus injuste alors que des cadeaux fiscaux et sociaux continuent d'être offerts aux plus riches et aux grands groupes.

Alors, oui, en France et en Europe, nous affirmons que d'autres solutions sont possibles pour sortir de la crise, que des alternatives crédibles à l'austérité existent. Au PCF, et avec le Front de gauche, nous y travaillons et nous continuerons à rassembler le plus largement possible autour de ce projet alternatif, en France et en Europe.

## MAGHREB/MOYEN-ORIENT

### Liban

Rencontre avec Marie Debs, secrétaire générale adjointe du Parti communiste libanais, chargée des relations internationales avec Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté.

### Israël

Michelle Demessine, sénatrice, membre de la commission des Affaires étrangères et Défense du Sénat, et Mathilde Caroly, conseillère municipale de Saint-Denis, représentent le PCF à la Conférence internationale pour une zone exempte d'armes nucléaires et de destruction massive au Moyen-Orient - Haifa, Israël, 5 et 6 décembre 2013.

### Palestine-Syrie

Soirée de solidarité avec le peuple palestinien le 28 novembre au siège national du PCF (voir article page 20).

Audition au Sénat de représentants d'ONG sur la situation des réfugiés palestiniens et syriens avec Michelle Demessine, sénatrice communiste, et Patrick Margaté, le 11 décembre.

Rencontre publique sur les enjeux humains et géopolitiques des réfugiés palestiniens et syriens le 19 décembre avec Elie Kheir, chercheur, Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales au PCF, Marie-Christine Vergiat.

### Tunisie

Le 5 décembre, soirée de solidarité à la Bourse du Travail à Paris, avec la population de Siliana, et pour la vérité sur l'assassinat de Farhat Hached. À cette rencontre, organisée par le CRLDHT, on notait la présence de Kamel Jendoubi Président du Comité, des syndicalistes de l'UGTT et de syndicats français, et d'un avocat représentant la famille de Farhat Hached. Patrick Margaté représentait le PCF.

Rencontre-débat à l'initiative du Front populaire de Tunisie/Île-de-France le 17 décembre pour le 3e anniversaire de la révolution tunisienne. Patrick Margaté représentait le PCF.

### Sahara occidental

Le 18 novembre, rencontre avec des représentants d'associations de droits de l'homme sahraouis des territoires occupés, en visite en France, et Michelle Decaster, secrétaire générale de l'AFASPA, avec Lydia Samarbakhsh, Meriem Derkaoui et Patrick Margaté.

## AMERIQUE LATINE

### Brésil

13 au 15 novembre : Cécile Dumas, membre du Conseil national du PCF et Obey Ament ont participé au 13e congrès du Parti communiste du Brésil.

### Colombie

15 au 17 novembre : Laurent Perea, membre du Conseil national du PCF, a participé au 5e congrès de l'Union patriotique de Colombie.

### Équateur

28 novembre : débat organisé par le MJCF dans le cadre du Festival mondial de la Jeunesse de Quito avec la participation de l'ambassadeur de l'Équateur Carlos Jativa. Obey Ament a participé à ce débat.

10 décembre : Obey Ament et Amar Bellal ont participé à la réunion de lancement de la campagne de solidarité avec l'Équateur face à l'offensive de la multinationale Chevron organisée à l'Ambassade de l'Équateur.

### Venezuela

8 décembre : Obey Ament a participé à l'hommage rendu au président Hugo Chavez un an après de son décès. Cette rencontre a été l'occasion pour lancer la Campagne internationale en solidarité avec la Révolution bolivarienne.

### Chili

15 décembre : Pierre et Christiane Marcie et Christophe Flesh ont représenté le PCF à la soirée des résultats du second tour de la présidentielle organisée à Paris par les associations et organisations chiliennes.

## AFRIQUE

### Mali

Mercredi 20 novembre, Dominique Josse, animateur du collectif *Afrique* du PCF, et Chrystel Le Moing, de la fondation Gabriel Péri, ont rencontré Issa Ndiaye, philosophe, professeur à l'université de Bamako, président du Forum civique/Espace de réflexion et d'action pour la démocratie. À l'issue du premier tour des élections législatives au Mali, ses pronostics se sont confirmés : un taux de participation faible (38.4% avec des écarts forts selon les circonscriptions), des listes sans différenciation idéologique, un risque de retour aux pratiques d'avant la crise. I. Ndiaye a insisté sur la présence de candidats inquiétés par la justice et de chefs rebelles du Nord sur les listes du RPM, le parti présidentiel, ce qui brouille la perspective d'un retour à la justice et à la paix. Le jeu trouble de la France au nord et avec le pouvoir malien apparaît comme un frein à la reconstruction du pays.

### Comores

Une audition a été organisée le 20 novembre sur les analyses actuelles du contentieux sur l'occupation de l'île comorienne de Mayotte. L'initiative a été réalisée en partenariat avec des représentants du *Collectif de défense de l'intégrité des Comores* et des personnalités du réseau *Sortir du colonialisme*. En présence de Lydia Samarbakhsh, Sylvie Jan et Dominique Josse, pour le PCF, des représentants de collectivités et de parlementaires français, d'associations de la société civile comorienne et des partis politiques Djawabu et FD (Front démocratique).

La situation de re-colonisation d'une partie du territoire des Comores, avec la départementalisation de Mayotte a été au centre des débats. Mayotte est illégalement occupée par la France, intégrée dans la Constitution française contre le Droit international. En violation des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies 3161 en 1973, 3291 en 1974, 3385 en 1975 et notamment la résolution 31/4 en 1976, faisant suite à la consultation de la seule population de Mayotte. La suppression du visa Balladur, qui oblige à détenir un visa lorsqu'on vient des autres îles comoriennes, est une revendication urgente pour l'avenir des Comores. Rappelons les conséquences de ce visa Balladur, instauré en 1995, avec près de 10 000 morts entre Anjouan et Mayotte, dans ce qui est considéré comme le plus grand cimetière marin. Un drame et une violation qui pourraient s'apparenter à un « crime contre l'humanité ». Faire connaître en France la question des Comores, agir au niveau européen, mener une réflexion avec des juristes et spécialistes du droit international, sont des axes principaux de solidarité et de luttes à développer. À suivre.

### Sommet pour la sécurité

4 décembre Jean-Paul Lecoq, maire de Gonfreville-l'Orcher et ancien député, a témoigné au tribunal citoyen de la Françafrique, au Grand Parquet à Paris, qui a dressé le bilan de 50 ans d'interventions françaises sur le sol africain.

**Burkina Faso**

Dominique Josse a représenté le PCF au 1<sup>er</sup> Congrès de l'Union pour la renaissance/Parti sankariste (Unir/PS), *Une nouvelle dynamique pour une alternative sankariste avec l'Unir/PS*, les 21 et 22 décembre 2013 à Ouagadougou.

**Afrique du Sud**

11 décembre : Lydia Samarbakhsh, membre de la Coordination nationale du PCF, chargée des Relations internationales, et Frédérick Genevée, membre de l'exécutif national, en charge des Archives et de la mémoire, ont représenté le PCF à l'hommage rendu à Nelson Mandela par l'UNESCO.

**MÉDITERRANÉE****Kurdistan**

13 novembre : sous le haut patronage de François Asensi, député de Seine-Saint-Denis, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et à l'initiative de la CNSK (Coordination nationale des associations de solidarité avec le Kurdistan, dont le PCF est membre actif), un important colloque s'est tenu sur la situation des Kurdes dans un Moyen-Orient en effervescence et la politique de la France face à la question kurde. Avec Selahattin Demirtas, président du BDP (Parti pour la paix et la démocratie), Saleh Muslim, co-président du parti kurde syrien PYD, et Sylvie Jan, présidente de l'association de Solidarité France-Kurdistan.

Lydia Samarbakhsh a reçu au siège du PCF, accompagnée de Sylvie Jan, Patrick Margaté et Pascal Torre, les deux dirigeants kurdes de Turquie et de Syrie.

**Turquie**

11 et 12 décembre : Patrick Le Hyaric, député européen, membre de l'exécutif national du PCF et directeur du journal *l'Humanité*, qui parraine des journalistes emprisonnés, Sylvie Jan de la commission des Relations internationales du PCF et Danièle Lebail, conseillère régionale de Rhône-Alpes, membre du Conseil national du PCF, ont représenté le PCF en qualité d'observateur au procès des journalistes turcs poursuivis pour « terrorisme » par les autorités d'Ankara. Participait aussi à cette délégation, Patrick Kamenka, du Syndicat national des journalistes-CGT (voir article page 12).

## PALESTINE-SOLIDARITÉ un nouveau souffle

La coupole, au siège du PCF à Paris, était pleine pour accueillir ce jeudi 28 novembre une soirée exceptionnelle de solidarité avec la Palestine à l'occasion du premier anniversaire de l'élection de la Palestine au rang d'État observateur non-membre de l'ONU.

L'importance de cet événement était souligné par la présence de Leïla Shahid, ambassadrice auprès de l'Union européenne, Bassam Salhi, secrétaire général du Parti du Peuple Palestinien, Francis Wurtz, député européen honoraire, et Patrick Le Hyaric, directeur de *l'Humanité* et député européen.

Lydia Samarbakhsh, responsable aux relations internationales du PCF, devait, une fois de plus, dénoncer la situation de blocage, du fait de l'intransigeance du gouvernement israélien, et de sa volonté de poursuivre la colonisation.

Bassam Salhi, en visite officielle en France à l'invitation de Pierre Laurent, a appelé à se mobiliser pour la reconnaissance de l'État palestinien, stopper la colonisation et développer la campagne internationale de boycott, désinvestissement des produits venant des colonies.

Patrick Le Hyaric a saisi l'occasion pour dénoncer le jugement inique frappant, quelques jours plus tôt, des militants de la cause palestinienne, en application des circulaires Alliot-Marie/Mercier.

Francis Wurtz, quant à lui, a annoncé le lancement en Afrique du Sud, sous la conduite d'Ahmed Kathrada, vétéran de la lutte anti-apartheid, de la campagne pour la libération de Marwan Barghouti et des 5000 prisonniers palestiniens.

Visiblement émue, Leïla Shahid a remercié longuement le Parti communiste français d'avoir organisé cette soirée et tous les participants.

L'ambassadrice palestinienne, bien connue en France, est revenue sur les causes historiques de l'injustice faite aux Palestiniens et les responsabilités de l'Europe et des États-Unis dans la situation actuelle.

Face à la politique liberticide du gouvernement israélien, elle a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur le droit international pour faire grandir et partager la lutte pour un État palestinien souverain.

Leïla Shahid a également annoncé que l'Assemblée générale de l'ONU venait de décider de faire de l'année 2014 *Année internationale de solidarité avec la Palestine*.

Lydia Samarbakhsh devait conclure cette belle soirée en réaffirmant : « *Les Palestiniens – et les Israéliens, beaucoup plus nombreux qu'on ne le dit qui se battent pour la paix – toutes celles et ceux qui, en Palestine et en Israël, résistent pour que triomphent le droit et la justice, toutes et tous peuvent compter sur la solidarité des communistes français* ».

collectif PCF Palestine  
collectif-Palestine@pcf.fr



**Campagne de solidarité pour la libération des prisonniers politiques palestiniens.**

**Information et matériel, badges, autocollants, brochures, disponibles sur [international@pcf.fr](mailto:international@pcf.fr)**

1914:2014

## une commémoration différente

Le PCF a décidé de s'engager fortement dans la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale.

Notre parti est né de la tradition révolutionnaire française, de la révolution d'octobre 1917 et du rejet de la guerre. Il était donc naturel que nous prenions une série d'initiatives en cette année 2014.

Au mois de novembre, lors de son déplacement dans le Pas-de-Calais – cette terre marquée à jamais par les blessures de la grande guerre – Pierre Laurent a rappelé combien le combat pour la paix était constitutif de l'engagement communiste. Il a évoqué à cette occasion le combat du PCF et d'autres organisations pour que « *les fusillés pour l'exemple* » soient réhabilités. Le discours de François Hollande qui a ouvert le centenaire est à ce sujet loin de nous satisfaire. Aussi entendons-nous que la proposition de loi déposée en ce sens en janvier 2012 par le groupe communiste soit débattue et votée.

La commémoration de la Première Guerre mondiale ne sera pas pour nous le moyen de célébrer une nouvelle Union sacrée comme l'a fait le président de la République. Notre commémoration sera au contraire l'occasion de rendre compte des causes de la grande boucherie : impérialisme, colonialisme, nationalisme, course aux armements et d'affirmer l'actualité du combat pour la paix.

Le 17 décembre, nous avons organisé une grande soirée Henri Barbusse avec exposition de documents originaux, projection de films, lectures par des comédiens de textes de l'écrivain pacifiste, débat et prise de parole du secrétaire national du PCF. Au mois de mai, nous inaugurerons une exposition de plus de 300 planches originales de la bande dessinée de Tardi *Putain de guerre* et nous organiserons une grande rencontre avec Die Linke et le PGE, nous soutiendrons tout ce qui se fera autour de Jean Jaurès notamment par le journal *l'Humanité* et cet été nous participerons au camp international de la jeunesse à Sarajevo.

Nous souhaitons aussi que les fédérations du PCF se saisissent de la commémoration pour prendre des initiatives populaires car il est nécessaire qu'en cette année de déferlement commémoratif une parole critique soit entendue partout dans le pays.

Frédéric Genevée  
responsable des Archives et de la Mémoire



**CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**  
**soirée Henri Barbusse**

exposition de documents d'archives extraits  
du fonds Henri Barbusse-Archives du PCF  
exposition Henri Barbusse proposée par l'ARAC

projection par Ciné-Archives du film de Jean Lods  
**Henri Barbusse, les hommes véritables** (1959)

lecture d'extraits de l'œuvre d'Henri Barbusse par Mathilde  
Invernon et Marc Patin, élèves comédiens au Conservatoire  
du 11<sup>e</sup> arrondissement, mise en espace Gabriel Gau

prise de parole de **Pierre Laurent** secrétaire national du PCF

débat **Quelle actualité du combat pour la paix ?**  
avec des représentants du PCF, de l'ARAC  
et du Mouvement de la Paix

mardi 17 décembre - 19h - espace Oscar Niemeyer  
2 place du Colonel-Fabien Paris 19<sup>e</sup>

PCF ARAC

Fonds Henri Barbusse - Archives du PCF

PARIS LE 9 DÉCEMBRE 2013

**discours de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF**

Madame l'ambassadrice d'Afrique du Sud en France,  
Messieurs les ambassadeurs de Palestine en France et  
auprès de l'Unesco,  
Madame Jacqueline Dérens, fondatrice de la Rencontre  
nationale avec le peuple d'Afrique du Sud,  
Mesdames, messieurs,  
Chers amis, chers camarades,

Le 7 juin 1990, quatre mois à peine après sa libération, le 11 février 1990, Nelson Mandela se trouvait ici même au siège du Parti communiste, accueilli par Georges Marchais. Âgé alors de 72 ans, celui qui n'était pas encore président de la nation « *arc en ciel* » était venu en frère pour témoigner de sa reconnaissance à notre parti, et à toutes celles et ceux qui, à ses côtés, avaient embrassé le combat contre l'apartheid et celui pour sa libération, 27 années d'un combat inlassable, finalement victorieux, et 42 ans depuis l'instauration de l'apartheid en 1948.

Aujourd'hui, Madiba n'est plus, il est « *rentré à la maison* », endeuillant une nation dont les frontières débordent la seule Afrique du Sud. Nelson Mandela n'a jamais voulu être une icône, lui, dont les premiers mots à sa sortie de prison, furent : « *Je suis ici devant vous, non comme un prophète, mais comme votre humble serviteur* ». C'est pour honorer cette leçon de combat et d'humilité au service de l'émancipation humaine que nous portons à nouveau ce soir à la boutonnière le badge à l'effigie de Mandela, que nous portions si fidèlement lors des longues années de lutte pour sa libération.

Ce soir, nous saluons le combat d'une vie, qui fut le symbole de la lutte collective de tout un peuple. Celle d'un jeune sud-africain avocat noir, celle du militant de la Charte de la liberté adoptée par le Congrès du Peuple en 1955, à Soweto, celle d'un révolutionnaire qui fait le choix de la lutte armée, quand la tyrannie de l'apartheid ferma toutes les portes de la non violence, celle d'un responsable politique qui traverse avec courage et sans haine 27 années de bagne et de prison, celle du premier président sud-africain élu au suffrage démocratique non racial, symbole de l'union d'un peuple dans sa lutte pour la liberté, la paix et une nouvelle Afrique du Sud. Telle fut l'existence de Nelson Mandela, tumultueuse, faite des peines les plus profondes comme des joies les plus grandes.

L'hommage le plus sincère que nous pouvons rendre à Nelson Mandela est d'éviter les artifices d'une canonisation vidée de sens, portant au pinacle l'homme de la réconciliation et masquant volontairement l'homme de combat. Nelson Mandela ne fut qu'un. La dureté de sa lutte est indissociable de son ambition de réunification, fondée sur l'égalité de tous les Sud-Africains. Il n'y

a pas eu d'abord Mandela le révolutionnaire, puis Mandela le réconciliateur. Il a toujours été les deux. La lutte contre l'apartheid et la volonté de réconciliation ont été les objectifs fondateurs de l'ANC qui se battait pour une Afrique du Sud non raciale rassemblée autour de la justice et des droits démocratiques pour tous. Mandela est devenu la figure de proue de ce combat. Mais derrière lui, il y avait une cause, une organisation, la triple alliance de l'ANC, du Parti communiste sud-africain et de la Cosatu, et des milliers de combattants. Derrière le nom de Mandela raisonnent ceux de Walter Sisulu, d'Olivier Tambo, de Joë Slovo, de Chris Hani, le secrétaire général du PC Sud Africain, sauvagement tué un an avant l'élection de Mandela, de Desmond Tutu, de Dulcie September, représentante de l'ANC, lâchement assassinée en plein Paris, et tant d'autres... Le sourire de Mandela est une constellation de sourires, de ces sœurs et frères sud-africains, de ces combattants, de ces camarades. Nelson Mandela est universel, il est le visage réconfortant, familier de ceux qui n'abdiquent pas face à la ségrégation, la discrimination, l'exploitation, l'oppression, de ceux qui tendent la main, qui rassemblent autour de causes justes qui font l'essence de l'humanité. Pour tous ces combattants, j'ai ce soir une pensée très émue.

Rendre hommage à Mandela, c'est parler d'un peuple et de sa lutte contre le régime de l'apartheid, déclaré crime contre l'Humanité. Prolongement des politiques et des pratiques coloniales, l'apartheid (séparation en afrikaans) fut la pierre angulaire du nationalisme afrikaaner et le pilier du développement d'un capitalisme brutal en Afrique du Sud. Il fut, durant de longues décennies, le cœur de la société ségrégationniste sud-africaine, contingentant tous les secteurs de la vie du pays, condamnant des millions d'hommes et de femmes « *non blancs* » à la misère et l'exploitation. C'est contre ce système de haine que Mandela et les siens se sont battus. Des bancs de l'université à l'ANC, du bagne à la présidence, la vie de Nelson Mandela est à l'image de tous ces combattants qui risquent leur vie, choisissant l'espoir contre la résignation. La Charte de la liberté adoptée le 26 juin 1955, que le magnifique numéro spécial de *l'Humanité*, paru samedi, vient de republier, est l'expression de cet engagement politique du peuple sud-africain rassemblé. Elle est le terreau, la synthèse des revendications sous-tendues par la lutte pour l'égalité et la démocratie. Relisez-là, et vous vous rendrez compte du chemin parcouru mais aussi du chemin qui reste à parcourir...

Le mouvement émancipateur dont Nelson Mandela fut l'un des acteurs est éminemment politique. Il dépasse le seul parcours individuel d'un homme aussi exceptionnel soit-il. Il fut ce que la force collective, le com-

⇒

### discours de Pierre Laurent

bat commun, le rassemblement peuvent produire de meilleur.

Rendre hommage à Mandela, c'est aussi prendre la mesure de l'immense mouvement de solidarité internationale qui permit sa libération, et dont nous sommes fiers d'avoir été les fers de lance en France. Le Parti communiste français et les jeunes communistes ont joué un grand rôle dans la médiatisation du sort et du combat du matricule 446-64 de la prison de Robben Island. Le PCF lança son action de soutien dès sa condamnation au procès de Rivonia en 1964, et il faut relire l'intervention à l'Assemblée nationale de Marie-Claude Vaillant Couturier, dès cette année-là. Pendant des années nous avons dû combattre la chape de plomb qui condamnait Nelson Mandela au silence et à l'indifférence. Cette indifférence servait le régime d'apartheid. Et quand elle fut brisée, il fallut alors combattre ceux qui justifiaient encore la collaboration économique des gouvernements et des groupes français avec le régime. Rendez-vous compte, au début des années 80, un sondage réalisé attestait que seuls 2% de la population française connaissaient le nom de Mandela. Il en a fallu, des combats et des mobilisations. Des manifestations de soutien aux occupations d'ambassade en passant par les concerts et les tags sauvages « libérez Mandela », nous avons, tous ensemble, mené une lutte exemplaire de solidarité. Je garde, pour ma part, et comme beaucoup d'entre vous, tant de souvenirs au cœur. En septembre 1984, nous avions, avec 400 jeunes communistes, envahi l'ambassade d'Afrique du Sud pour la recouvrir de peinture noire. Nous en étions si fiers. À la mobilisation citoyenne, aux campagnes de sensibilisation, nous avons ajouté la campagne économique en appelant au boycott. Nous voulions frapper au cœur le système d'apartheid, et cela a payé. Notre combat a, peu à peu, sorti de l'ombre Nelson Mandela et ses camarades. Les maires communistes ont baptisé de son vivant, quand il était par certains traité de « sioniste » des dizaines de rues, de places, de gymnases, de collèges du nom de Nelson Mandela. Peut-être serait-il utile d'y lire aujourd'hui la Charte de la Liberté de 1955, tant elle résonne face au retour abject des discours racistes. Oui, mesdames et messieurs qui célébrez tous Nelson Mandela, et c'est tant mieux, nous avons envie de vous dire : un peu moins de poncifs et un peu plus de sens ! Sa libération, le 11 février 1990, fut pour nous une grande explosion de joie. J'étais ce jour-là à l'Humanité, qui a tant fait dans ce combat. Nous étions agglutinés devant la télé, et nous pleurions devant son sourire et son poing levé.

Alors, aujourd'hui, alors que Madiba n'est plus, que l'Afrique du Sud poursuit son combat vers l'émancipation humaine, que le combat fait rage en Afrique et partout dans le monde pour continuer à faire avancer la justice et l'égalité, nous ne saurions mieux lui rendre



hommage qu'en perpétuant son héritage de lutte, et son esprit de rassemblement. Continuons nos combats pour l'émancipation humaine, continuons nos campagnes de solidarité internationale qui confèrent aux luttes pour la libération des peuples une dimension universelle. Je pense évidemment aux luttes qui continuent du peuple sud-africain. Je pense aux peuples palestinien, sahraoui, kurde qui se battent pour leurs droits et qui ont besoin de notre soutien. Je pense à la campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques palestiniens, pour qu'à leur tour Marwan Bargouthi et les siens ne passent pas 27 années derrière les barreaux ! Il est déjà incarcéré depuis 11 ans ! Je pense aux peuples d'Afrique, et en ces heures tragiques, aux peuples du Mali et de Centrafrique, qui subissent la guerre, auxquels, seuls la paix et le développement et non les armes, pourront ouvrir les voies de la liberté et de l'avenir. Je pense enfin évidemment très fort à notre combat, ici en France, contre les forces brunes, les forces racistes et xénophobes qui cherchent à gagner du terrain. Portons toujours plus haut le combat anti-raciste. Il est inexorablement lié à notre lutte pour l'égalité entre tous les hommes, entre les hommes et les femmes et pour l'émancipation du genre humain.

Je conclurai cet hommage en citant un passage du message que Nelson Mandela avait adressé aux participants de l'édition 1996 de la Fête de l'Humanité : « *Ma génération laisse la jeune génération avec quelques exemples héroïques de tâches accomplies. Mais nous vous laissons aussi avec d'énormes défis, avec des problèmes anciens et nouveaux. [...] les jeunes peuvent refuser de succomber au désespoir. Vous pouvez dire non à l'intolérance. Vous pouvez, et vous devez, prendre en charge la responsabilité de changer le monde et d'améliorer le sort de tous les peuples* ».

Oui, avec Mandela, avec son peuple, avec ses camarades d'hier, d'aujourd'hui et de demain, nous continuons à clamer la victoire, celle qui donne au peuple le pouvoir. Avec Mandela, nous crions « Amandla » !

**Hors-série Mandela de l'Humanité**

<http://www.humanite.fr/hors-serie-nelson-mandela>